

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46555

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

manière remarquable cette problématique qui a sous-tendu, dans le contexte de la guerre froide, la reconstruction de deux États allemands ennemis, aux idéologies contraires.

Cet ouvrage apporte donc un éclairage complémentaire sur ces années d'après-guerre, mettant en exergue une dimension trop souvent négligée de cette époque capitale avec ses épiphénomènes. C'est aussi un bel exemple de la »nouvelle« histoire, soucieuse d'explorer *sin ira i studio* les aspects quotidiens, terre à terre, de l'existence d'hommes ordinaires, acteurs volontaires ou non de ce grand cataclysme.

L'année 1948, qui devait voir revenir la totalité des prisonniers de guerre allemands, s'est achevée dans les quatre zones de l'Allemagne occupée dans l'amertume et la déception. Il n'y avait et il n'y aurait plus de possibilité pour que la mémoire collective allemande ait le moindre souvenir des faits qui ternissent son histoire. Dans les camps déjà, la loi du plus fort avait effacé toutes les autres considérations et les fondements sur lesquels s'était construite la *Volksgemeinschaft* s'étaient écroulés. A la lecture de cet ouvrage collectif, on comprend mieux les bases sur lesquelles se sont établies les deux Allemagne, qui partageaient en tout cas le même passé, mais différemment instrumentalisé.

Marcel SPIVAK, Les Lilas

Sergej MIRONENKO, Lutz NIETHAMMER, Alexander VON PLATO (Hg.) mit Volkhard KNIGGE, Günter MORSCH, Sowjetische Speziallager in Deutschland 1945 bis 1950. Bd. 1: Studien und Bericht, herausgegeben und eingeleitet von Alexander VON PLATO, München (Akademie Verlag) 1998, 595 S. (Sowjetische Speziallager in Deutschland 1945 bis 1950, 1).

L'un des nombreux sujets tabou à l'Est jusqu'en 1989, ce fut l'histoire des camps spéciaux de la zone d'occupation soviétique entre 1945 et 1950, qui devint l'un des thèmes de la Guerre froide: si l'Ouest les considérait comme de véritables camps de concentration mis en place par les Soviétiques, ceux-ci y voyaient un instrument destiné à punir les criminels fascistes. Buchenwald et Sachsenhausen, entre autres, furent repris par les services secrets soviétiques après la libération. Certes, il était important de ne pas courir le risque de mettre sur le même plan les victimes du nazisme et leurs gardiens. Mais, de fait, on sait aujourd'hui que les membres de la SS et les gardiens des camps de concentration furent envoyés en Union soviétique.

Plusieurs projets, dont un financé par la fondation Volkswagen, regroupent des chercheurs qui travaillent sur les cas des 120 000 à 150 000 personnes qui, selon les estimations, furent internées dans ces camps spéciaux et dont 40 000 décédèrent. Ces chiffres sont sans commune mesure avec ceux des décès des prisonniers de guerre soviétiques ou des victimes de la politique raciale nazie dans les camps d'extermination. Les archives comportent nombre de dossiers, environ 110 000 feuillets de provenance diverse, de rapports d'indicateurs à des textes officiels émanant de l'administration des camps ou directement de Moscou. Si les dossiers personnels des services secrets soviétiques ne peuvent toujours pas être publiés, le projet prévoit également de rassembler les témoignages des survivants.

L'Union soviétique avait subi entre 20 et 30 millions de victimes civiles et militaires et 5,7 millions de soldats soviétiques avaient été faits prisonniers par les Allemands. La peur des représailles déclencha la panique dans la population allemande demeurée en Prusse orientale et se manifesta par de nombreux suicides. Au fur et à mesure que l'Armée rouge avançait, les arrestations commencèrent avec une grande brutalité, provoquée par des sentiments de haine et un désir de vengeance. Un peu moins du quart de ceux qui avaient été arrêtés jusqu'en avril 1945 demeurèrent internés. Dès janvier 1945, des directives du NKVD en précisaient les conditions. Les personnes qui avaient été condamnées par un tribunal militaire étaient strictement séparées à l'intérieur du camp de celles qui avaient été internées sans jugement. Il faut souligner que la conférence de Potsdam prévoyait l'internement des hauts fonc-

tionnaires nazis, mais le faisait en termes très vagues. En outre les Alliés étaient fort inquiets des réactions des jeunes partisans (surtout les »Werwölfe«) qui firent l'objet de notes particulières. A cette occasion, Serov donna l'ordre de faire passer des groupes du NKVD pour des organes du Haut commandement allié. C'est une autre cause des difficultés rencontrées par la recherche pour établir avec certitude qui décidait de l'organisation des camps et d'où venaient les ordres.

Outre les camps spéciaux, il existait, en effet des prisons et d'autres camps qui servaient de lieux de rassemblement pour les détenus qui devaient être transférés directement en Union soviétique. Baptisés »caves de la GPU«, c'est là que se déroulaient les premiers interrogatoires. Fin janvier 1946, Serov disposait en Allemagne de 2230 collaborateurs du NKVD, l'un des trois services secrets qui opérèrent dans la zone d'occupation soviétique. Il renforça par la suite ses effectifs afin de prévenir toute tentative de fuite, mais aussi pour organiser un réseau d'espions très dense, fort utile dans le cadre de la Guerre froide, avant la transformation du Commissariat du Peuple (NKVD) en ministère de l'Intérieur (MVD).

Contrairement à ce qu'on imaginait jusque là, il s'avère que les Soviétiques ne tentèrent ni d'organiser une véritable »rééducation« des détenus, ni de gagner des partisans au combat antifasciste. Il convient de remarquer que les décès furent plus importants entre novembre 1945 et mars 1946, une période où les rationnements furent particulièrement sévères. En mars 1948, le Conseil des ministres de l'Union soviétique décida de libérer les Nazis peu dangereux, en particulier les dirigeants des organisations de base, avant de fermer les camps en juin de la même année – sauf Bautzen, Buchenwald et Sachsenhausen, intégrés alors au système du Goulag. Cette nouvelle politique était inspirée par la nécessité d'intégrer les anciennes élites allemandes dans la construction de la RDA si elles n'étaient pas discréditées par des crimes.

Un ancien dirigeant de la *Hitlerjugend* témoignait en ces termes: »J'avais le sentiment d'avoir suffisamment expié, c'est pourquoi je ne me sentais plus coupable.« Le combat pour la vie dans des conditions extrêmement difficiles semble avoir endurci les anciens détenus au point de leur permettre de décliner toute responsabilité personnelle.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, Documents diplomatiques suisses. Volume 17 (1.VI.1947–30.VI.1949), Zürich (Chronos) 1999, LXXXVI–493 S.

Mit dem hier anzuzeigenden Band 17 liegt der zweite Band zur ersten Nachkriegsperiode der schweizerischen Außenpolitik vor. Die editorische Planung für diese Periode reicht bis 1961 und entspricht der Amtszeit des federführenden Bundesrats Max Petitpierre vom 1. Februar 1945 bis zum 30. Juni 1961. Die Edition wartet mit einer Neuerung auf, die diesen Band und die folgenden handlich bleiben läßt. Angesichts der ständig zunehmenden Menge außenpolitisch relevanter Dossiers wird weiterhin nur eine begrenzte Anzahl von Schlüsseldokumenten in der bewährten Editionsreihe selbst veröffentlicht. Was die Vertiefung von in der vorliegenden Edition behandelten Fragen und die aus Platzgründen nicht dokumentierten Themen angeht, so verweisen die Editoren auf die eigens geschaffene Datenbank »DoDiS«. Sie liefert Informationen sowohl zu allgemeinen Dossiers als auch zu Dossiers über bilaterale Beziehungen, ebenso zu Personen, Organisationen und Institutionen. Wegweiser zu diesen gespeicherten Informationen sind zahlreiche Fußnoten zum Text (Internet-Adresse: www.admin.ch/bar/de/dds/dds1.htm).

Inhaltlich dokumentiert die vorliegende Edition den Zeitraum von der Konkretisierung des Marshall-Planes, der in Verbindung mit anderen Faktoren die Spaltung Europas vertiefen sollte, bis über das Ende der Blockade Berlins hinaus als der ersten großen Kraftprobe